

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 26/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BACHELET-BONNEFOND**

12, rue de l'ancienne Mare  
BP 45  
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2024.01.T.58.SB.BrJ  
Code AIOT : 0005801216

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du traitement des eaux d'extinction incendie issues de l'incendie survenu sur le site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE le 16 janvier 2023, l'inspection s'est rendue les 28 et 29 novembre 2023 sur le site de la société BACHELET-BONNEFOND situé à Le Petit-Quevilly afin de procéder à un contrôle inopiné des eaux de rejets par un laboratoire extérieur et de vérifier que la gestion et le traitement de ces eaux sont conformes aux prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence du 28 juillet 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BACHELET-BONNEFOND est autorisée par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux. Le site est également autorisé, par arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, à traiter les eaux d'extinction issues de l'incendie de l'entrepôt, à partir du 1<sup>er</sup> août 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023. Un arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2023 prolonge le délai d'autorisation de ce traitement jusqu'au 17 février 2024.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des prescriptions concernant les conditions de gestion et de traitement des eaux d'extinctions incendie de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 28 juillet 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modalités de traitement	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 3	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 1</u></b>	<b>A compter de la date de réception du rapport</b>
3	Autosurveillance	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 6	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 2</u></b>	<b>A compter de la date de réception du rapport</b>
5	Mesures compensatoires	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 7	Lettre de suite préfectorale <b><u>demandes n° 3, 4 et 5</u></b>	<b>A compter de la date de réception du rapport</b>

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émission	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 5	Sans objet
4	Gestion des concentrats	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont attendues de la part de l'exploitant pour le suivi des installations de traitement : prévenir le risque de contact entre produits incompatibles (base et acide) ; mettre sur rétention les flexibles, canalisations, bidons d'huile pour prévenir le risque de déversement et d'épandage ; limiter les odeurs sulfurées ( $H_2S$ ) au niveau des rejets de perméats par des actions correctives.

Le contrôle inopiné sur les rejets d'eaux résiduelles traitées (perméats) effectué par un laboratoire extérieur n'a pas relevé de dépassement aux valeurs limites de rejet dans le milieu naturel (la Seine) imposées dans l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, notamment la valeur mesurée en lithium (inférieure à  $5 \mu g/L$ ) respecte la valeur limite d'émission fixée à  $25 \mu g/L$ .

Concernant la demande de prolongation de traitement formulée par l'exploitant le 29 novembre 2023, un arrêté préfectoral du 27 décembre 2023 a prolongé l'autorisation d'exploitation des installations de traitement jusqu'au 17 février 2024 pour permettre de traiter la totalité des eaux d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Unité de traitement des eaux d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction incendie sont traitées indépendamment des autres effluents régulièrement admis et traités sur le site. Elles suivent un traitement dans une unité de traitement par osmose inverse, installation spécifiquement dédiée pour la campagne de traitement des eaux d'extinction issues de l'incendie de l'entrepôt exploité par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à Grand-Couronne survenu le 16 janvier 2023.  Le rendement du traitement par osmose inverse est d'au moins 95 % pour le paramètre lithium contenu dans les eaux incendie à traiter. Ainsi, l'exploitant définit sous sa responsabilité les modalités opérationnelles (nombre de passages, caractéristiques des filtrations membranaires, débits entrants et sortants, etc.) pour garantir l'efficacité épuratoire et l'atteinte du rendement précité. L'unité de traitement est exploitée sous la surveillance d'un personnel formé et habilité.  Les eaux incendie en amont du traitement sont stockées dans une bache souple de $500 m^3$ en entrée de station.  Les réactifs nécessaires au bon fonctionnement de l'osmoseur inverse sont entreposés et utilisés selon les règles de l'art et l'exploitant dispose des données techniques (fiches de données de sécurité) afférentes aux produits mis en œuvre.  L'exploitant n'est pas autorisé à réutiliser les eaux incendie traitées en sortie de process, comme le prévoit son arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022.

**Constats :**

L'inspection s'est rendue de façon inopinée sur le site de la société BACHELET-BONNEFOND, accompagnée par un laboratoire pour effectuer des prélèvements sur 24 heures des eaux traitées, avant rejet dans la Seine via le réseau d'eaux pluviales collectif.

L'inspection constate que les installations de traitement des eaux d'incendie sont indépendantes des autres activités du site et se composent de :

- deux bâches de réception des eaux à traiter de 120 m<sup>3</sup> et 200 m<sup>3</sup> disposées sur des lits de sable entourés de murets faisant office de rétention. Un système de mesure optique de la hauteur des bâches permet de surveiller le taux de remplissage de ces 2 bâches;
- d'un algeco abritant le process de traitement par osmose inverse, piloté par la société SEMEO depuis l'extérieur ;
- d'une pompe d' injection des eaux à traiter dans le process ainsi qu'un bac IBC muni d'une pompe de rejet des eaux traitées (dit perméats) ;
- d'une citerne de 70 m<sup>3</sup> de stockage des concentrats issus du traitement avant évacuation en tant que déchet vers une filière dédiée ;
- d'un groupe électrogène alimenté par une cuve de 3 000 litres de GNR.

L'inspection constate la présence de quelques bidons d'huile sans rétention et de cuves de lessive soude (à 30 %) et d'acide sulfurique (à 96 %) permettant de réguler le pH des eaux à traiter, placées sur rétention distincte suivant les produits (acide et base) mais la proximité des cuves ne permet pas de prévenir les risques de contact de produits incompatibles avec notamment la présence d'un tuyau de la cuve d'acide passant au-dessus de celle de la soude.

L'exploitant précise que 7 semi-remorques de 27 m<sup>3</sup> environ sont acheminées par jour, du lundi au vendredi et qu'un semi-remorque de 27 m<sup>3</sup> en moyenne de concentrats est évacué par jour. À la date du 26 novembre 2023, l'exploitant indique avoir déjà traité 3 400 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction. Il précise qu'au vu de la quantité encore à traiter, il ne pourra pas tout traiter avant le 31 décembre 2023 comme le prévoit l'autorisation préfectorale. Après la visite, l'exploitant a transmis par courrier en date du 29 novembre 2023, une demande de prolongation de la durée de traitement jusqu'au 29 février 2024 sachant que la quantité totale à traiter s'élève à 11 341 m<sup>3</sup>.

**Demande n° 1 :** L'exploitant procède **dès à présent** à la mise sur rétention des bidons d'huile et au repositionnement des cuves d'acides et bases de façon à éviter tout contact entre produits incompatibles en cas de dispersion accidentelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** A compter de la date de réception du rapport

**N° 2 : Valeurs limites d'émission**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

Les eaux traitées issues du traitement par osmose inverse des eaux d'extinction incendie de l'entrepôt HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de Grand-Couronne sont rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales selon les caractéristiques suivantes : Eaux résiduelles dites « perméats » débit maxi journalier de 450 m<sup>3</sup> et horaire de 22 m<sup>3</sup>. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : < 30°C

pH : compris entre 5,5 et 8,5

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le réseau communal d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies et mesurées sur effluent brut non décanté. En cas de non atteinte de la concentration de 25 µg/L en lithium, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 95 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considération le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197 m³/s.

Les eaux traitées, en vue de leur analyse de conformité, font l'objet d'un prélèvement moyen 24h opéré par un préleveur automatique en sortie de traitement.

#### **Constats :**

L'inspection constate :

- un débit d'entrée des eaux à traiter à 7,5 m³/h ;
- des concentrats à 0,85 m³/h, soit un débit de sortie des eaux traitées (perméats) à 6,65 m³/h (maximum autorisé à 22 m³/h) soit un débit journalier de 160 m³ (maximum autorisé à 450 m³).

De plus, le registre de suivi de la station par l'exploitant indique entre le 20 novembre (à 10 h) et le 21 novembre (à 9h30), un volume d'eaux traitées à 160 m³, un volume de perméats à 128 m³ et un volume de concentrats à 19 m³, données confirmant les indicateurs instantanés sus-mentionnés relevés par l'inspection lors de la visite .

L'inspection constate que le laboratoire de contrôle a pu correctement installer son matériel notamment son préleveur automatique sur l'emplacement prévu, c'est à dire au niveau du bac tampon type IBC en sortie du rejet des perméats avant rejet dans la Seine via le réseau d'eaux pluviales collectif. Le point de prélèvement s'effectue au même endroit que là où est faite l'autosurveillance selon les dires de l'exploitant. Le laboratoire relève une température à 14 °C pour un pH à 6,4. Le débit de rejet des eaux traitées est constant et estimé à 6,65 m³ par heure.

Le lendemain, l'inspection constate que le matériel posé par le laboratoire est toujours en place après 24 h. Le laboratoire externe a relevé une température à 13,7 °C pour un pH à 6,2 et a réalisé une homogénéisation de l'effluent contenu dans le bidon de prélèvement en suivant les règles de l'art (homogénéisation mécanique en rotations lentes, avec une pâle en inox) et a procédé à l'échantillonnage. Des échantillons ont été constitués pour le laboratoire en charge du contrôle inopiné, ainsi que pour l'exploitant dans le cadre du contradictoire et/ou de son autosurveillance.

Dans l'attente des résultats du prélèvement inopiné, l'inspection a vérifié les résultats d'analyse de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant :

- analyse du 27 octobre 2023 (sur tous les paramètres, résultats réceptionnés le 7 décembre 2023)
- analyse du 10 novembre 2023 (seuls les résultats partiels sont disponibles lors de la visite).

Les résultats sont conformes aux valeurs limites, notamment sur le lithium avec une mesure inférieure à 5 µg/L (pour une valeur limite fixée à 25 µg/L), à l'exception du paramètre sulfures totaux (mesuré à 5,83 mg/L) qui a dépassé la valeur limite fixée à 1 mg/L lors de l'analyse du 27 octobre mais est de nouveau conforme (moins de 0,02 mg/L) lors de l'analyse du 10 novembre. L'exploitant l'explique par la mise en route du process et l'ajustement du pH avec l'injection d'acide sulfurique.

<p>Les résultats définitifs du contrôle inopiné du 28/11/2023 ont été transmis à l'inspection le 23 janvier 2024. Le rapport ne relève aucun dépassement aux valeurs limites, et confirme notamment le respect sur le lithium (mesure inférieure à 5 µg/L pour une valeur limite fixée à 25 µg/L) et le paramètre sulfures totaux (mesure inférieure à 0,1 mg/L pour une valeur limite fixée à 1 mg/L).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence des analyses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pendant les campagnes de traitement des eaux d'extinction de l'incendie du 16 janvier 2023, l'exploitant met en œuvre un programme d'autosurveillance comme suit : (**) Les prélèvements journaliers sont analysés durant les 7 premiers jours puis de façon hebdomadaire. Toute dérive est signalée sans délai à l'inspection des installations classées. En cas de dépassement d'une VLE pour un ou plusieurs paramètres, un retour à une fréquence journalière des analyses est requise jusqu'au constat du respect des VLE et d'une nouvelle stabilité dans les analyses.</p> <p>Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées avec une analyse de leur conformité vis-à-vis des valeurs limites en concentration fixées supra.</p> <p>La liste des paramètres à surveiller et la fréquence peuvent être réajustées sur demande étayée de l'exploitant après avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le traitement des eaux d'extinction en phase industrielle a débuté le 23 octobre 2023 mais a été mis à l'arrêt dès le 30 octobre suite à la présence d'algues occasionnant des montées en pression sur les membranes du caisson d'osmose inverse. Après accord de l'inspection par courrier du 7 novembre 2023 pour un traitement préalable des eaux par biocide, le traitement a pu reprendre le 9 novembre 2023.</p> <p>L'analyse du 10 novembre 2023 n'avait pas relevé de dépassement aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence, notamment la DCO.</p> <p>L'inspection constate que les mesures hebdomadaires sont correctement réalisées.</p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b> l'exploitant procède <b>dès à présent</b> à la transmission hebdomadaire des résultats des analyses depuis le démarrage du traitement sous forme d'un tableau, en y indiquant notamment les valeurs limites pour chaque paramètre. Ce tableau sera mis à jour en fonction des retours d'analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> A compter de la date de réception du rapport</p>

#### N° 4 : Gestion des concentrats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Filière de traitement des concentrats
<b>Prescription contrôlée :</b> Les concentrats issus du traitement par osmose inverse des eaux incendie sont stockés dans une bâche souple d'une contenance de 300 m <sup>3</sup> , dans la limite de 100 m <sup>3</sup> .  L'évacuation des concentrats s'effectue régulièrement vers une filière de traitement de déchets adaptée et dûment autorisée. L'exploitant limite autant que possible leur durée de séjour sur le site de PETIT-QUEVILLY. Les déchets font préalablement l'objet d'une procédure d'acceptation préalable et d'une traçabilité selon les dispositions réglementaires en vigueur (Trackdéchets).
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les concentrats issus du traitement sont contenus dans une citerne d'un volume maximal de 70 m <sup>3</sup> , munie d'une rétention. L'exploitant indique qu'un camion par jour (soit environ 27 m <sup>3</sup> ) de concentrats est évacué vers une filière dûment autorisée (traitement par évapo-condensation), preuve à l'appui les bordereaux de suivi de déchets qui précisent bien le code déchets 19 08 08* (déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds). Les déchets ont également fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable par la filière de traitement et sont bien tracés dans trackdéchets (vérification par sondage des déclarations d'acceptation préalable et Bordereaux de suivi de déchets) .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Mesures compensatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rétention des stockages
<b>Prescription contrôlée :</b> En l'absence de capacités de rétentions dédiées au droit des stockages des eaux à traiter en entrée de station et des concentrats, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- évacuation régulière des concentrats avec la présence d'un volume maximal sur site de 100 m<sup>3</sup> ;</li><li>- mise sous rétention du site aux horaires de fermeture, les week-ends et les jours fériés avec mise en œuvre d'une pompe de relevage des eaux susceptibles d'être épandues pour les diriger vers un réservoir de 120 m<sup>3</sup> situé à l'arrière du bâtiment administratif ;</li><li>- surveillance renforcée des stockages en journée;</li><li>- maintien de la télésurveillance les nuits et week-ends ;</li><li>- formalisation d'une consigne à l'adresse des personnels pour la conduite à tenir en cas d'épandage accidentel.</li></ul>



**Constats :**

L'inspection constate la présence d'une bâche vide de 120 m<sup>3</sup> à l'arrière du bâtiment administratif reliée via une pompe de relevage au débourbeur/déshuileur situé avant le rejet dans le réseau d'eau pluviale collectif. Le débourbeur/déshuileur fermé actionne en cas de déversement accidentel sur le site, la pompe de relevage qui alimente cette bâche et permet ainsi de mettre sur rétention le site aux heures de fermeture, les week-end et jours fériés. L'exploitant précise que chaque lundi, après avoir vérifié qu'aucun déversement accidentel n'a eu lieu, il procède à la vidange de la bâche dans le réseau d'eaux pluviales collectif via le débourbeur/déshuileur du site, notamment après de fortes précipitations, afin de garantir le volume disponible de 120 m<sup>3</sup>.

L'inspection constate la présence d'une citerne de capacité maximale de 70 m<sup>3</sup> stockant les concentrats issus du process de traitement dont environ 27 m<sup>3</sup> (équivalent d'un semi-remorque) sont évacués chaque jour du site vers une filière dûment autorisée, bordereau de suivi de déchets à l'appui.

L'inspection constate qu'il manque des rétentions au niveau des flexibles de réception des eaux à traiter et des concentrats pour récupérer les éventuelles égouttures. Cependant, on note la présence d'une rétention autour de la citerne de stockage des concentrats à moitié pleine.

L'inspection constate qu'un véhicule est stationné sur la canalisation de rejet des perméats. Celui-ci est aussitôt déplacé le jour de la visite par l'exploitant. La canalisation est aussi déplacée sur la partie enherbée en dehors de la zone de stationnement de véhicules afin d'éviter tout nouvel incident.

**Demande n° 3 :** l'exploitant procède **dès à présent** à la mise sur rétention des flexibles alimentant les bâches de stockage des eaux incendie ainsi que ceux reliés à la citerne de stockage des concentrats afin de prévenir tout déversement accidentel et de récupérer les égouttures lors des manipulations. L'exploitant procède régulièrement au vidage de la rétention de la citerne de stockage des concentrats.

**Demande n° 4 :** l'exploitant procède **dès à présent** à l'ouverture d'un registre de surveillance renforcée des stockages afin de s'assurer notamment que les flexibles sont bien positionnés sur rétention et que les dispositifs de rétention mis en place sont opérationnels et efficaces, notamment celui prévu en dehors des heures d'ouverture du site afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle.

L'inspection constate également une odeur sulfurée (type œuf pourri) au niveau du bac tampon de rejet des perméats. Il est procédé à une analyse rapide à l'aide du détecteur portatif de l'exploitant qui détecte à proximité du point de rejet une valeur en H<sub>2</sub>S au-delà de 5 ppm, caractéristique d'une odeur sulfurée. Aucun signalement de riverain n'a été porté à la connaissance de l'inspection à ce stade.

**Demande n° 5 :** l'exploitant procède **dès à présent** à la mise en place des dispositions nécessaires pour limiter les odeurs (sulfurées) de manière à éviter la gêne pour le voisinage. Ces actions correctives seront transmises à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** A compter de la date de réception du rapport